

De : [REDACTED]  
A : [REDACTED]  
Objet : Taxonomie : pourquoi refuser de reconnaître le rôle de "mitigation" pour les biocarburants durables et conformes au droit de l'UE au risque d'affecter la légalité de l'acte délégué ?  
Date : mardi 30 mars 2021 10:17:34  
Pièces jointes : [REDACTED]

---

Madame [REDACTED],  
Monsieur [REDACTED],

Dans votre rôle de gardiens des filières européennes d'excellence, des efforts de maintenir et renforcer l'industrialisation du vieux continent, je me permets d'appeler votre attention sur les séquelles durables que le débat sur l'acte délégué taxonomie risque de laisser sur les relations entre la Commission et la filière agro-industrielle des bio-carburants.

Le point n'est pas de contester la taxonomie et la nécessité de développer la finance durable ; le point n'est pas d'échapper à des critères stricts et objectifs à ce titre.

Le point est de faire prévaloir le droit, le bon sens et l'intérêt de l'UE : or les biocarburants dits de 1<sup>ère</sup> génération ont été, à juste titre, soumis à des critères de durabilité stricts dans la directive REDII ; pour être éligibles et reconnus comme durables, ils doivent éviter toute atteinte à la biodiversité, à la forêt... mais aussi permettre au moins 65% de réduction d'émissions par rapport aux énergies fossiles : si toutes les technologies étaient soumises au même seuil de réduction, l'UE respecterait davantage ses objectifs.

Or, malgré ce critère strict et compatible avec l'atténuation du changement climatique ("mitigation"), les bio-carburants sont toujours exclus de l'Annexe I dans le projet d'acte délégué transmis par la FISMA aux Etats membres (contrairement à l'Oléo-chimie pour laquelle à juste titre cette exclusion a été supprimée).

C'est clairement contraire au mandat donné par le législateur (qui renvoie à la REDII), ce n'est pas objectivement justifié même au regard de l'objectif poursuivi puisqu'encore une fois on exclut des technologies répondant déjà à un seuil élevé de durabilité. Cela heurte le droit et je vous garantis un risque de recours élevé et crédible. Cela heurte le bon sens car cela nuit au financement d'une filière agro-industrielle européenne d'excellence. Et c'est écologiquement néfaste parce que vous savez bien que dans les transports, si l'on renonce aux bio-carburants les plus durables, on n'a pas d'alternative de masse à offrir à un des secteurs les plus polluants.

Sincèrement, j'aimerais bien savoir l'opinion du Commissaire Breton à ce sujet. En tous cas j'espère qu'il est informé et pourra se positionner en toute connaissance de cause lorsque le collège devra dans les prochaines semaines valider le projet d'acte délégué.

Je reste disponible pour toute question et me permets de vous partager ci-dessous le message plus détaillé adressé à la DG FISMA en ce sens.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de recevoir l'expression de mes salutations distinguées et de mon fidèle souvenir.

[REDACTED]

---

De : [REDACTED]  
Envoyé : mardi 30 mars 2021 09:21  
À : [REDACTED]  
Cc : [REDACTED]

**Objet :** taxonomie : pourquoi refuser de reconnaître le rôle de "mitigation" pour les biocarburants durables et conformes au droit de l'UE au risque d'affecter la légalité de l'acte délégué ?

Monsieur [REDACTED],

Nous vous contactons au sujet de la taxonomie, au nom de la filière des biocarburants qui soutient les efforts de la Commission pour la finance durable.

Toutefois, il reste incompréhensible que le projet d'acte délégué dans la dernière des services de la Commission, circularisée auprès des délégations des 27 **continue de discriminer des solutions bas carbone dans lesquelles l'UE est leader en particulier les biocarburants.**

Ainsi, ce projet d'acte délégué ne reconnaît toujours pas la contribution des biocarburants durables de 1<sup>ère</sup> génération à l'atténuation du changement climatique ("Mitigation" - Annexe 1), puisqu'il précise: *"food-and feed crops are not used for the manufacture of biofuels for use in transport"*.

Cette exclusion est source d'incohérence juridique, d'inefficacité écologique et d'injustice pour la Filière française des huiles et protéines végétales.

**D'une part**, une transition aussi significative que celle voulue par le *Green Deal* ne pourra pas avoir lieu si la taxonomie limite la contribution de biocarburants durables qui (i) représentent aujourd'hui 45 % des énergies renouvelables utilisées dans les transports au sein de l'UE et (ii) constituent à ce jour la seule alternative viable, durable et éprouvée aux combustibles fossiles (y inclus face à l'électricité).

**D'autre part**, la cohérence du cadre juridique de l'UE, et le mandat donné à la Commission par les co-législateurs dans le Règlement sur la taxonomie (2020/852), exigent que la taxonomie tienne pleinement compte de la directive RED II (2018/2011). On rappellera à cet égard que les biocarburants durables de 1<sup>ère</sup> génération:

- contribuent depuis plus d'une décennie au développement d'énergies renouvelables dans l'Union, avec un impact positif sur les émissions de GES ;
- respectent les critères de durabilité de l'UE définis dans la directive RED II, notamment ceux de l'article 29, paragraphes 2 à 7 ;
- seraient même **conformes à l'exigence de 65 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre** par rapport au fossile prévue dans le projet d'acte délégué, impliquant un effort accru de la Filière.

En quoi "65% de réduction du CO2" ne permet pas d'être considéré comme un acte d'atténuation du changement climatique ? Etes-vous certains que chacune des technologies que vous listez dans l'annexe I fait "mieux" que 65% de réduction des GHG, ce qui, à défaut, rendrait la rupture des principe d'égalité, de non-discrimination et de neutralité technologique vis-à-vis des bio-carburants évidente.

Dès lors, l'exclusion des biocarburants durables de 1<sup>ère</sup> génération de l'annexe 1 affecte la légalité du texte et **l'expose à des recours s'il était adopté tel quel. Rien que pour cela je vous invite à éviter cette erreur.**

**Enfin**, l'exclusion des biocarburants durables de 1<sup>ère</sup> génération (de l'annexe 1) déstabiliserait profondément une filière qui sert l'intérêt général français et européen, tant du point de vue économique, que politique, économique et stratégique.

Pour ces raisons, les biocarburants durables de 1<sup>ère</sup> génération, ceux conformes aux critères de durabilités stricts de la REDII, doivent avoir toute leur place dans la taxonomie. Cette incohérence, qui existait également pour l'oléochimie et qui a été corrigée, doit également l'être pour les biocarburants. Un projet d'amendement en ce sens est repris en pièce jointe.

Alors que la crise fait rage, il est important pour la Commission qu'elle évite d'ouvrir de nourrir les plaies et malentendus avec le monde rural et soutienne ses filières d'excellence, notamment en

garantissant l'accès à l'investissement de sa filière agro industrielle des bio-carburants durables.

Nous restons à votre disposition pour discuter ces points plus avant.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur [REDACTED], l'expression de mes sentiments respectueux.

[REDACTED]

[REDACTED]

[REDACTED]